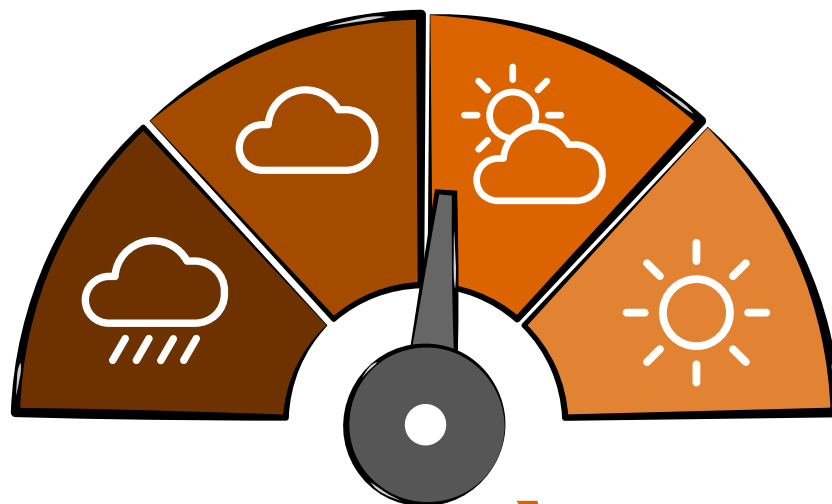


ENQUÊTE DE CONJONCTURE DES ENTREPRISES



BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE

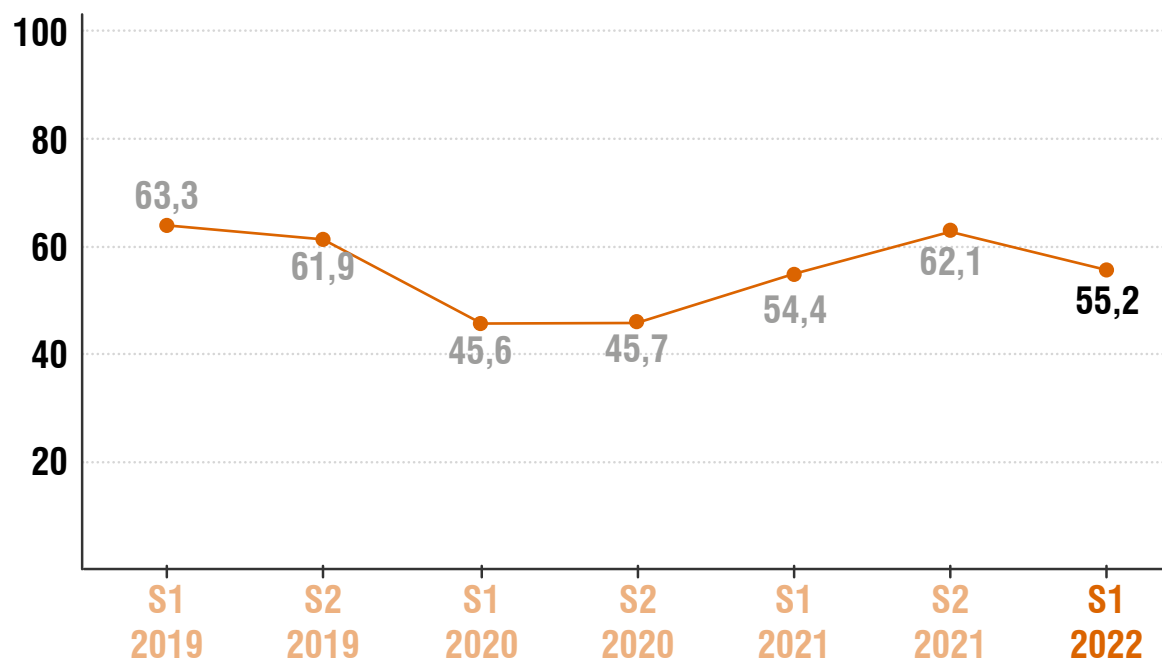
ÉDITION 1^{ER} SEMESTRE 2022

FOCUS THÉMATIQUE :
INFLATION ET ÉNERGIE

LA CONJONCTURE

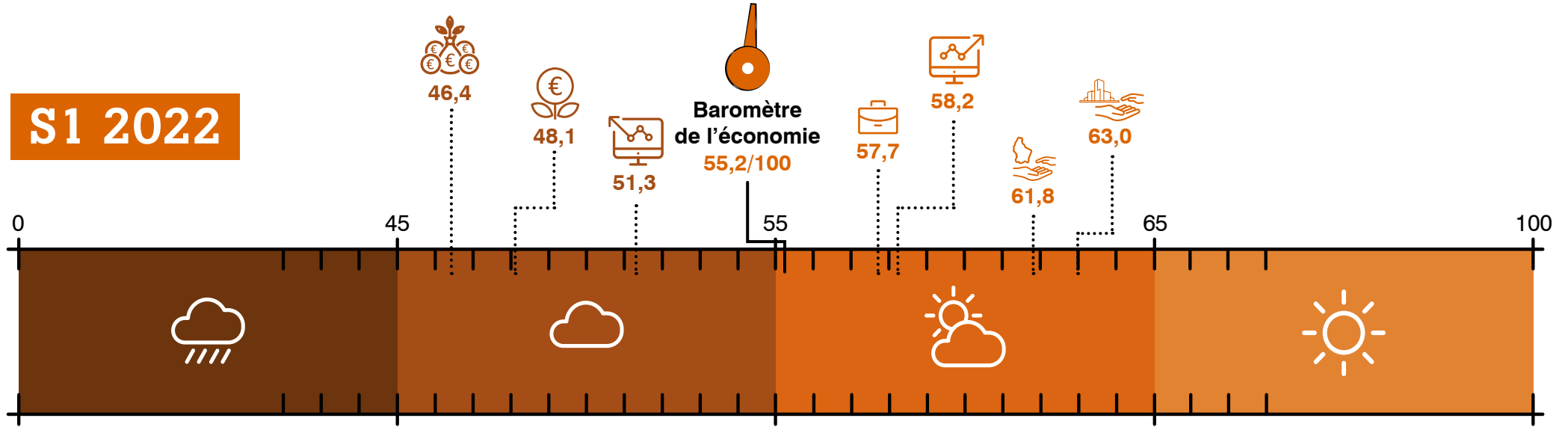
« Un pas en avant, deux pas en arrière » pourrait caractériser le score du Baromètre de l'Économie depuis un an. Après une fragile reprise économique et un score de 62,1 points au dernier semestre 2021, les tensions géopolitiques depuis le début de l'année 2022 impactent le score global de cette nouvelle édition. Il recule ainsi de 6,9 points pour se positionner à 55,2 points, retrouvant son niveau de début 2021. Aucun indicateur de conjoncture n'est épargné : activité, confiance, emploi, rentabilité ou investissements. 20% des entreprises ne prévoient pas d'investissements en 2022 et 2023, en particulier les secteurs des transports et de l'HORECA. Les entreprises restent toutefois plus optimistes qu'au semestre précédent quant à l'évolution de leur activité dans les 6 prochains mois. Malgré le climat empreint d'incertitudes, la très grande majorité des entreprises reste confiante quant à leur avenir et celui de l'économie du pays dans les 2 à 3 ans. Certains secteurs se retrouvent toutefois négativement impactés par cette seconde crise consécutive. Les entreprises du secteur de l'HORECA semblent être les plus pessimistes concernant l'évolution de leur activité et leur avenir à moyen terme, et ont le plus de difficultés à accéder à des crédits ; le secteur du commerce prédit une chute de ses investissements de manière générale, et l'industrie voit rouge quant à l'évolution de sa rentabilité.

Évolution du score du Baromètre de l'Économie*

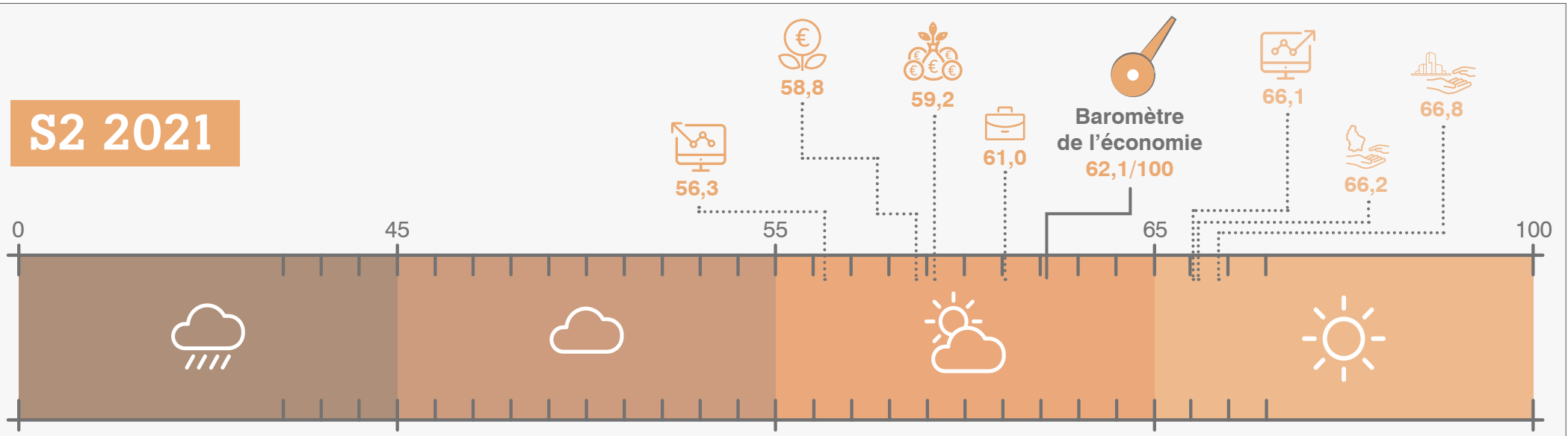


* Le score du Baromètre de l'Économie (sur 100) correspond à la moyenne des 7 indicateurs de conjoncture : confiance dans l'avenir (entreprise et économie), activité (six derniers mois et six prochains mois), emploi, rentabilité et investissement.

S1 2022



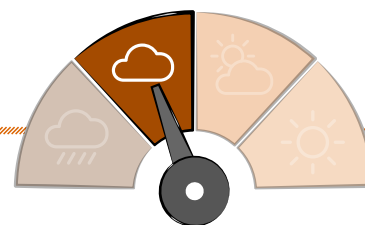
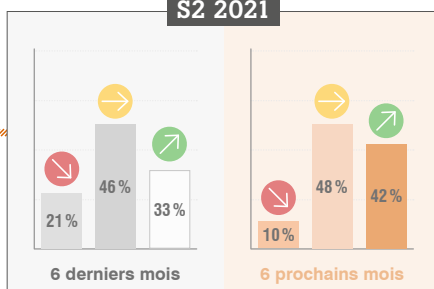
S2 2021



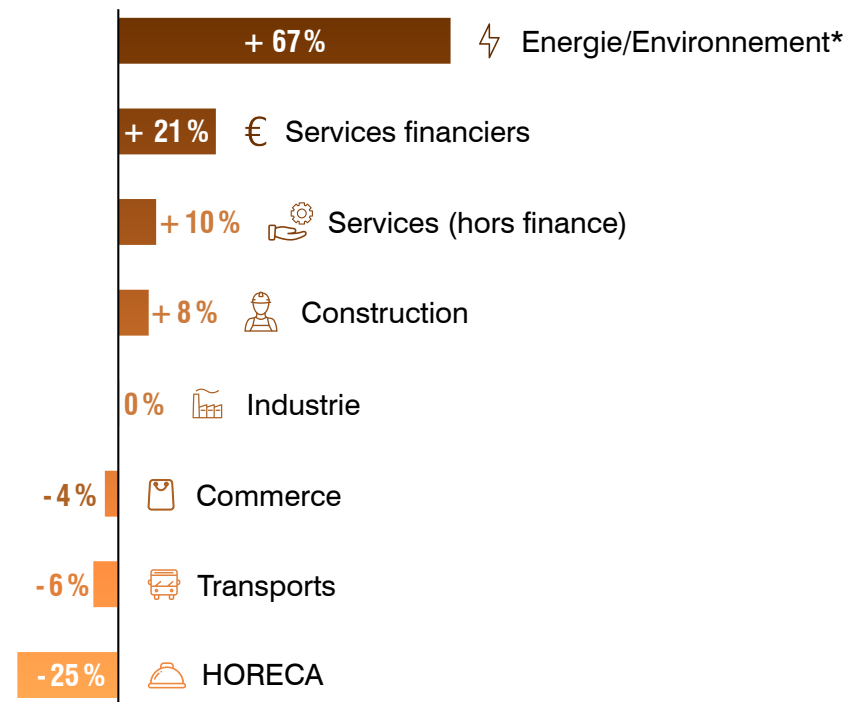
- | | |
|-------------------------------|---|
| Activité des 6 derniers mois | Confiance dans l'avenir de l'économie luxembourgeoise |
| Activité des 6 prochains mois | Confiance dans l'avenir de l'entreprise |
| Emploi | Baromètre de l'Économie |
| Investissements | |
| Rentabilité | |

Activité

S2 2021

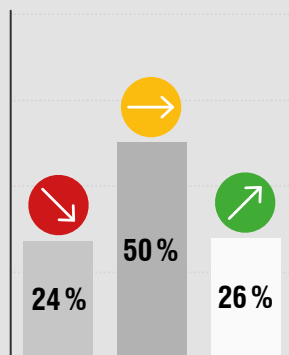


Différentiel entre la part des entreprises avec activité en hausse et celles avec activité en baisse :

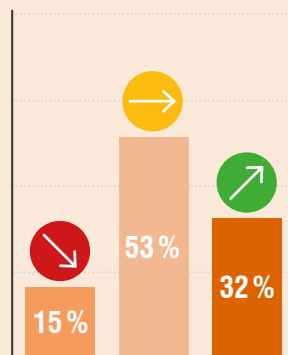


Si, au cours des six derniers mois, au sein de la moitié des secteurs économiques, la part des entreprises avec des activités en hausse est supérieure à celle avec des activités en baisse, les entreprises dont les **activités diminuent** restent légèrement prédominantes dans le secteur des transports, un constat similaire à l'enquête du semestre précédent. Elle s'est toutefois fortement intensifiée **dans le secteur du commerce** (passant de +18% à -4%) **et de l'HORECA** (passant de -11% à -25%), qui est dans le rouge depuis la crise sanitaire début 2020. En outre, bien que la part des entreprises signalant une **hausse de l'activité** prédomine dans les autres secteurs (hors industrie), leur proportion **est en chute pour le secteur financier** par rapport au semestre dernier (passant de +40% à +21%).

L'activité au cours des 6 derniers mois était :



L'activité pour les 6 prochains mois devrait :



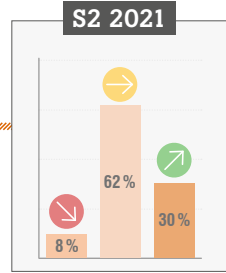
↘ En diminution
 → Stable
 ↗ En augmentation

Les conséquences imprévisibles des crises géopolitique et énergétique actuelles, ainsi que des problèmes d'approvisionnement, apparaissent en comparant les prédictions des dirigeants d'entreprises pour les 6 derniers mois, demandées lors de l'édition du 2^{ème} semestre 2021, et l'activité déclarée par les dirigeants d'entreprise du dernier semestre, indiqués dans cette édition. Alors que seuls 10% prédisaient une baisse, finalement **24% des activités ont chuté**. A contrario, **alors que 42% prédisaient une activité en hausse, seules 26% des activités se sont développées**. Pour 50%, l'activité est restée stable. Pour les six prochains mois, les dirigeants restent relativement optimistes malgré un climat d'affaires incertain dû aux actuelles crises. Deux tiers prévoient une hausse de leur activité, et 53% estiment que leur activité devrait rester stable. Toutefois, **dans les secteurs de l'industrie et du commerce**, fortement dépendants des chaînes d'approvisionnement et de l'énergie, **plus d'1/4 des entreprises s'attendent à une baisse**.

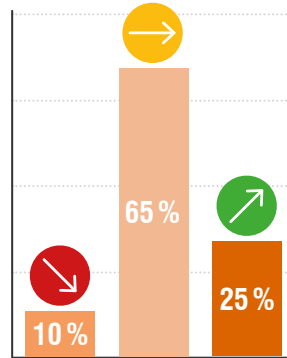
* Ce résultat est à considérer avec prudence, car uniquement 3 entreprises de ce secteur ont répondu à l'enquête.

Emploi

Effectifs pour les 6 prochains mois :



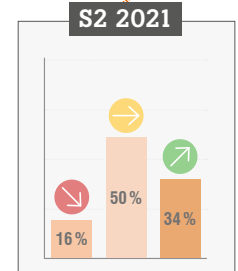
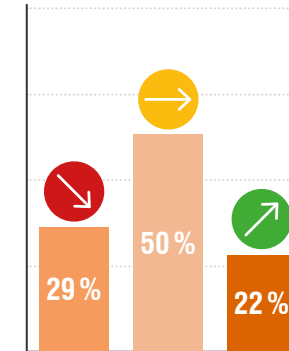
Malgré l'incertitude et les difficultés actuelles, les entreprises **anticipent majoritairement (65%) de maintenir les emplois** dans les six prochains mois. **25% des dirigeants prévoient même d'augmenter leurs effectifs**, contre 10% qui les réduiraient. Cette tendance illustre bien la dynamique de création d'emplois au Luxembourg, malgré un manque prononcé de main-d'œuvre.



Les secteurs qui anticipent le plus de créations d'emplois sont ceux des **services financiers (+30%)**, des **services hors finance (+23%)** et cela dans un contexte de nombre croissant de postes vacants. Seul le **secteur du transport indique une diminution nette d'emplois (-2,4%)**.

Rentabilité

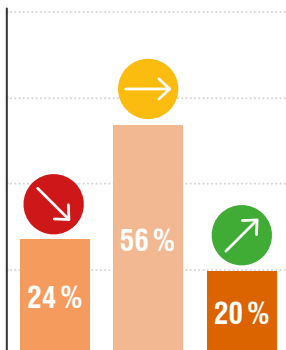
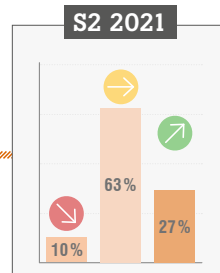
Lors des 6 prochains mois :



La rentabilité des entreprises est ébranlée par la crise géopolitique actuelle. **29% des entreprises s'attendent à une chute de leur rentabilité contre 16% au semestre dernier**. La part des entreprises prévoyant une dégradation de leur rentabilité, comparée à celles prévoyant une amélioration, **prédomine dans l'industrie (-36%), l'énergie/environnement, les transports (-28%), le commerce (-19%) et la construction (-15%)**. Toutefois, près de **20% des entreprises anticipent une augmentation** de leur rentabilité dans le secteur des **services financiers**. En outre, tous secteurs confondus, les grandes entreprises sont plus pessimistes que les PME.

Investissements

Lors des 6 prochains mois :

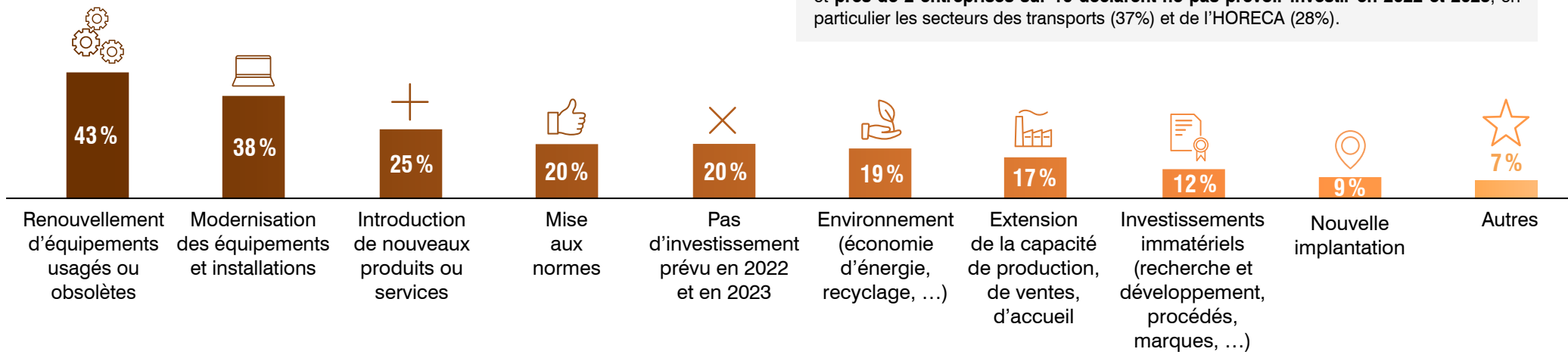


Malgré le contexte actuel d'incertitude, **56% des entreprises prévoient de maintenir leurs projets d'investissements** au cours des 6 prochains mois, 20% compte les augmenter et 24% les freiner (soit 14 points de pourcentage de plus qu'au semestre dernier). Seuls les secteurs des services financiers (+7%) prévoient plus de nouveaux investissements qu'une diminution de ces derniers. Les entreprises de plus de 500 salariés prévoient davantage une hausse de leurs investissements que les autres.

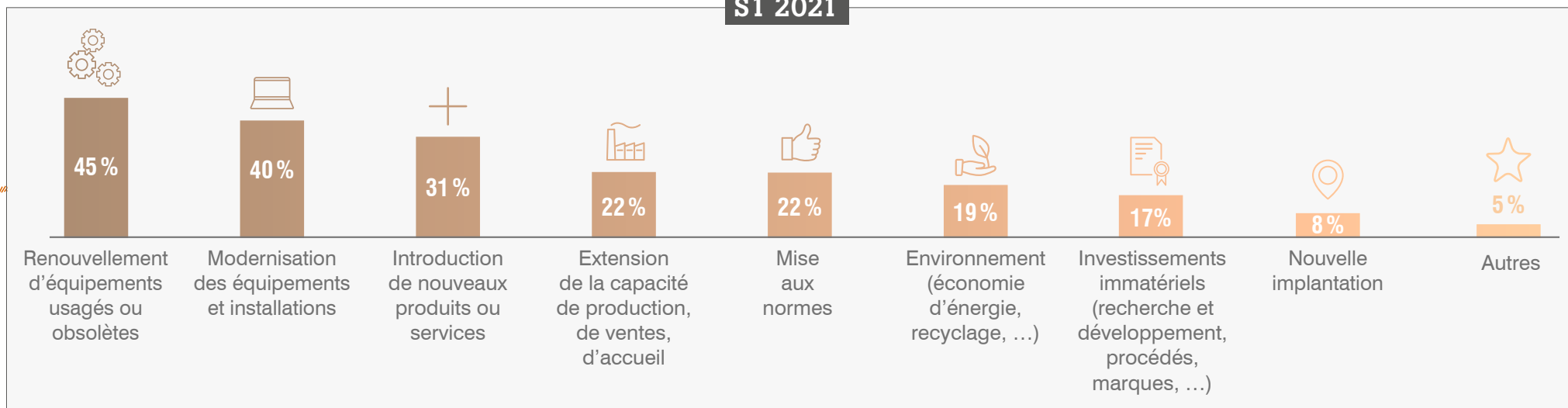
Type d'investissements

Quels types d'investissements pour les entreprises en 2022 et en 2023 ?

Les catégories d'investissements privilégiées par les entreprises pour 2022 et 2023 restent identiques à celles déclarées l'année dernière pour 2021 et 2022, à savoir, en priorité, le **renouvellement d'équipements**, leur **modernisation** et **l'introduction de nouveaux produits et services**. Seule une légère baisse de la capacité supposée à investir est observable par rapport aux prédictions d'investissement d'il y a un an (pour 2021 et 2022) et **près de 2 entreprises sur 10 déclarent ne pas prévoir investir en 2022 et 2023**, en particulier les secteurs des transports (37%) et de l'HORECA (28%).

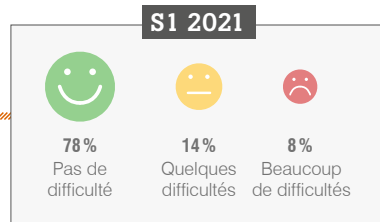


S1 2021



Crédit

Difficultés d'accès au crédit :



77%
Pas de difficulté



16%
Quelques difficultés

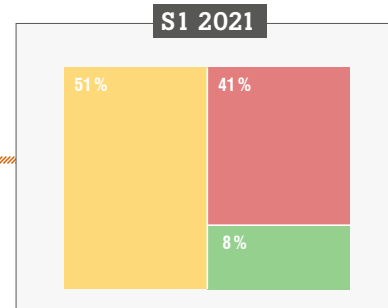


7%
Beaucoup de difficultés

Si 77% des dirigeants d'entreprises déclarent ne pas avoir rencontré de difficultés d'accès au crédit au cours des 12 derniers mois, un niveau similaire à l'année dernière, cela pourrait se dégrader durant les prochains mois dans un contexte de crise et de rehaussement probable des taux d'intérêts. **Les secteurs ayant le plus de difficultés à accéder au crédit sont ceux de l'HORECA (36,6% dont 15,5% ayant eu beaucoup de difficultés), de la construction (30,9%) et des transports (24,6%).** 1 entreprise sur 5 du secteur de l'industrie et des services hors finance a également rencontré des difficultés. **L'accès au crédit reste plus difficile pour les micros entreprises.**

Administration

Les procédures et formalités administratives des entreprises sont, en 2022 :



62%
Inchangées

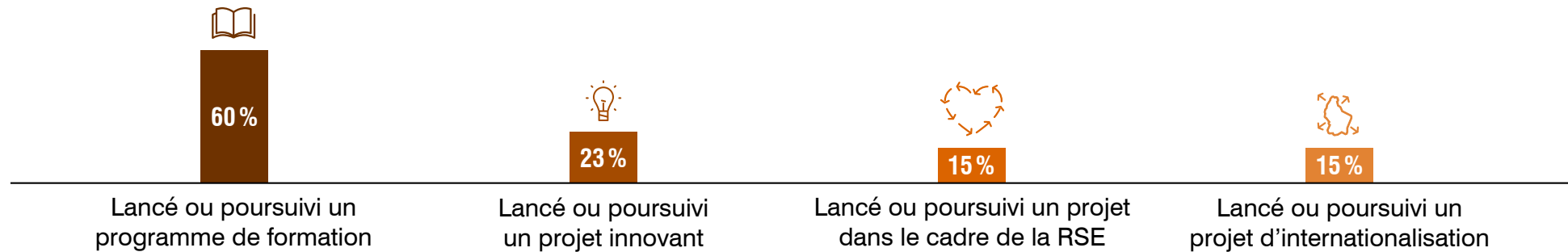
35%
Complexifiées

3%
Simplifiées

Malgré une volonté politique affichée d'aller vers plus de simplification, les entreprises ont le sentiment que la complexité des procédures et formalités administratives reste **inchangée (62%), voire s'est aggravée (35%)**. Cette complexification est notamment fortement ressentie par les entreprises des services financiers (54%), des transports (43%) et de la construction (40%), sans différenciation selon la taille des entreprises.

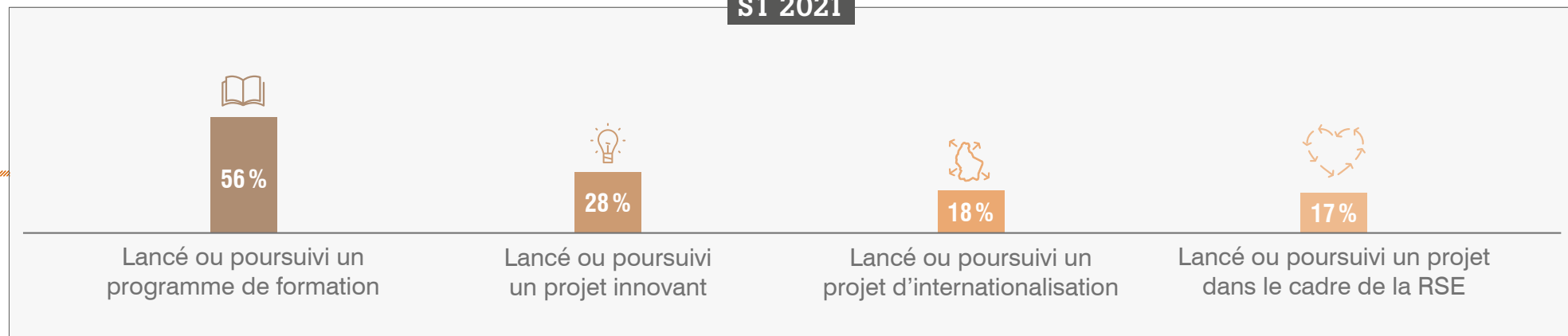
Projets des entreprises

Au cours des 12 derniers mois, les entreprises ont :

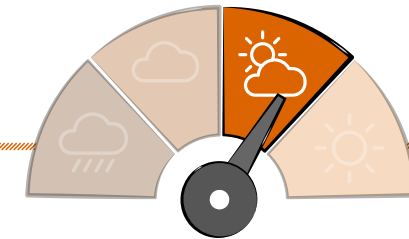
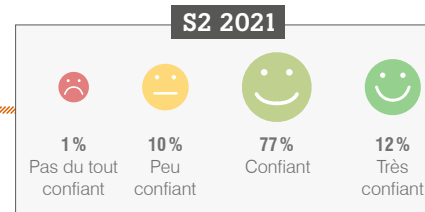


6 entreprises sur 10 ont mené un programme de formation de leurs salariés au cours des 12 derniers mois. La part des entreprises **investissant dans l'innovation, la RSE ainsi que dans l'internationalisation est restée stable. Les projets RSE prédominent dans le secteur financier (34,4%)** et sont fortement corrélés à la taille des entreprises, les plus grandes y investissant plus. Malgré une légère baisse des projets innovants de manière générale (passant de 28% à 23%), **les entreprises industrielles restent les plus innovantes (37%)**.

S1 2021

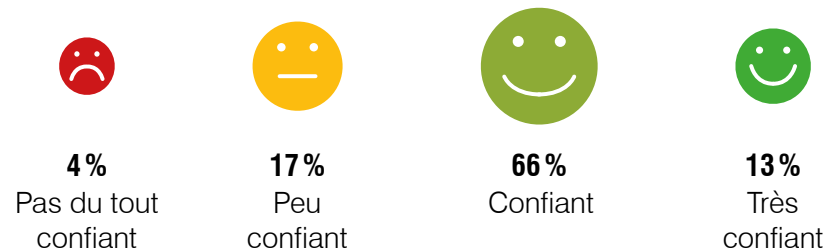


Confiance

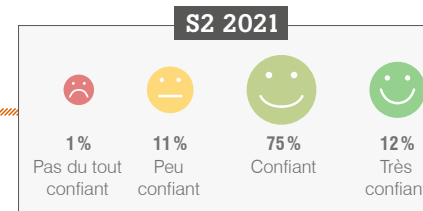


Malgré l'incertitude économique, les **entrepreneurs demeurent majoritairement confiants, voire très confiants (79%)** dans l'avenir de leur entreprise à moyen terme. La **confiance s'est cependant détériorée par rapport au semestre dernier**, les dirigeants d'entreprise peu ou pas confiants dans l'avenir de leur entreprise passant de 11% à 21%, retrouvant ainsi le niveau constaté au plus haut de la crise sanitaire début 2021, sans grande surprise au vu de la situation conjoncturelle actuelle et des incertitudes qui planent.

Quel sentiment de confiance des entreprises pour leur avenir à moyen terme ?

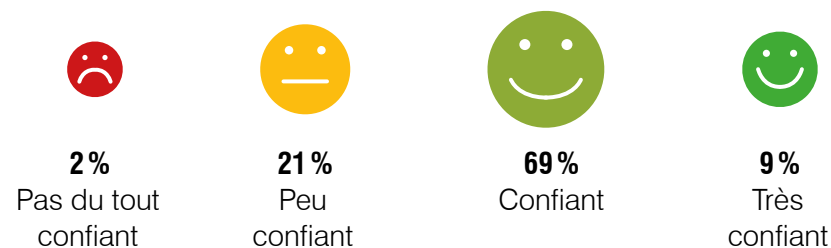


Les dirigeants des entreprises de **l'HORECA**, encore fragilisées par les conséquences de la crise sanitaire, **sont les moins optimistes** (38% sont peu voire pas du tout confiants), suivi de ceux du **secteur des transports** (25%). En revanche, **l'optimisme** est le plus visible dans les secteurs des **services financiers** (89% sont confiants voire très confiants) et des **services hors finance** (85%).



En l'espace de 6 mois, la **confiance dans l'avenir de l'économie luxembourgeoise** (dans les 2-3 ans) **a baissé et a ainsi retrouvé le niveau du premier semestre 2020**. Le pourcentage des dirigeants confiants et très confiants a reculé de 9 points de pourcentage, passant de 87% à 78%, alors que celui des entrepreneurs peu confiants et pas du tout confiants a presque doublé (passant de 12% à 23%).

Quel sentiment de confiance pour l'avenir à moyen terme de l'économie luxembourgeoise ?



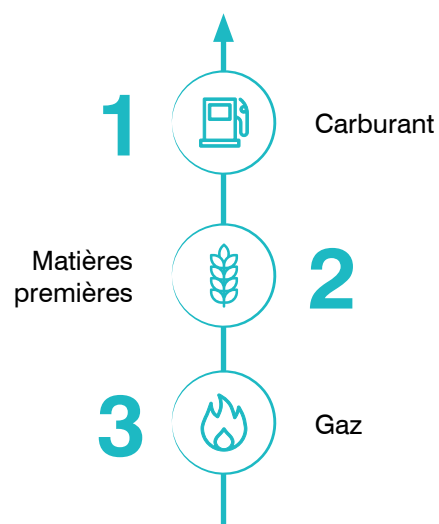
De légères variations sont à noter en fonction des secteurs, les moins optimistes étant les dirigeants des secteurs du commerce (32%) et de l'HORECA (28%). Les secteurs des **services financiers** (87%) et de la **construction** (83,3%) **se montrent les plus confiants**.

FOCUS THÉMATIQUE :

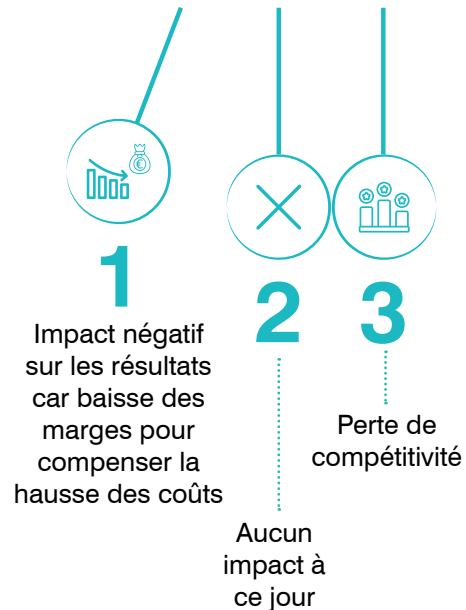
INFLATION ET ÉNERGIE

Depuis février 2022, le conflit entre la Russie et l'Ukraine amène une surtension sur les marchés, et donc les prix de l'énergie, de certaines matières premières, métaux rares et biens alimentaires, alors que ces derniers étaient déjà en hausse, suite à la reprise économique soudaine. L'édition précédente du Baromètre de l'Économie indiquait déjà que le prix de l'énergie et des matières premières représenterait un défi et une préoccupation majeurs pour 43% des sondés en 2022, contre 17% en 2021. L'inflation et les prix de l'énergie ne cessant de croître depuis 2021, amenant incertitudes et conséquences économiques regrettables, certaines entreprises se retrouvent particulièrement exposées via leur consommation d'énergie. Cette nouvelle édition du Baromètre de l'Économie met notamment en lumière, qu'au Luxembourg, près de 4 entreprises sur 5 ont constaté une hausse importante des coûts liés à l'électricité et que près d'1 entreprise sur 5 a dû baisser ses marges pour compenser la hausse des coût énergétiques. En moyenne 56% des activités des entreprises nationales reposent encore sur l'utilisation du mazout comme source d'énergie. Afin de permettre des économies d'énergie, et être ainsi moins vulnérables à sa forte volatilité, plus de 43% des entreprises ont commencé à modifier leur comportement, et environ 48% des sondés estiment que des mesures fiscales ou des subventions étatiques directes pour investir dans des projets « bas carbone » seraient fortement utiles.

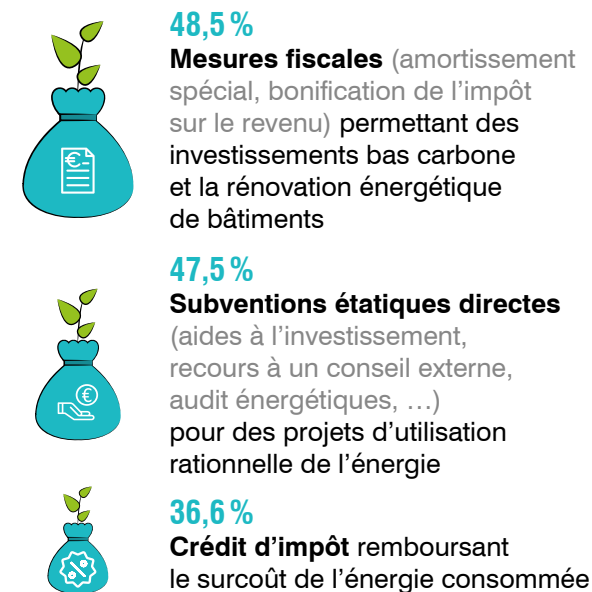
TOP 3 DES ÉLÉMENTS QUI INFLUENCENT LE PLUS À LA HAUSSE L'INFLATION GLOBALE AU LUXEMBOURG



TOP 3 DES PRINCIPALES CONSÉQUENCES DE LA HAUSSE DES COÛTS POUR LES ENTREPRISES

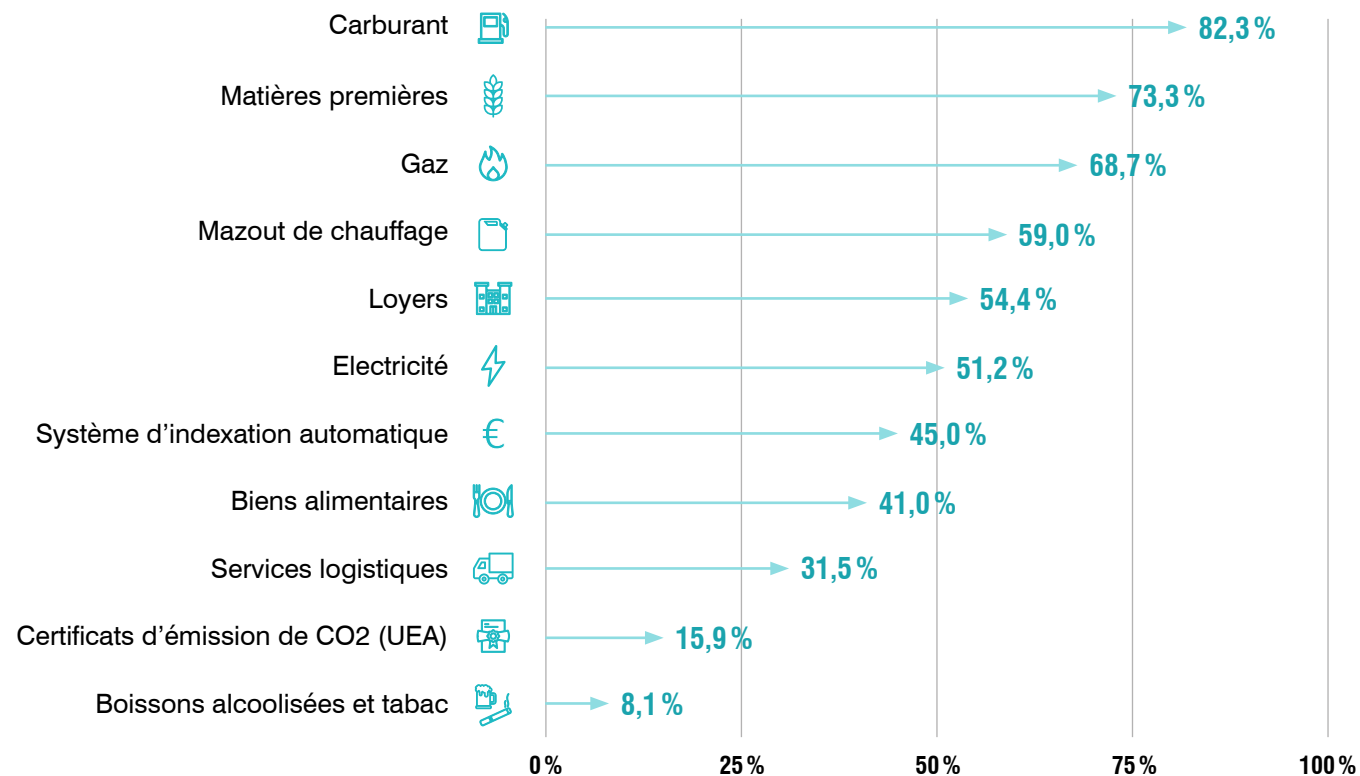


TOP 3 DES INSTRUMENTS FAVORISANT LES INVESTISSEMENTS POUR RÉDUIRE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE



Éléments les plus influents sur l'inflation

Selon vous, les éléments suivants influencent-ils beaucoup à la hausse l'inflation globale au Luxembourg ?
(% des entreprises ayant répondu oui)

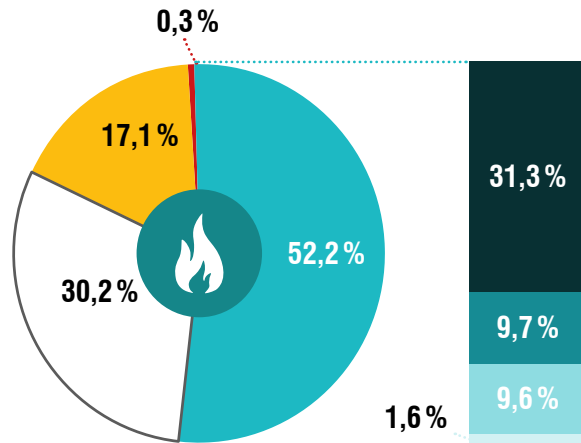


Plus de 70% des entreprises pensent que les prix des énergies telles que le carburant, le gaz et le mazout, ainsi que des matières premières influencent le plus à la hausse l'inflation globale au Luxembourg. Tous secteurs et tailles confondus, **selon plus de 8 entreprises sur 10, le carburant serait même le principal facteur** (en particulier **pour 93% du secteur des transports et 89% du secteur de la construction**) suivi **des matières premières** (notamment **pour plus de 86% des secteurs de l'industrie et de la construction**).

Évolution du coût des énergies

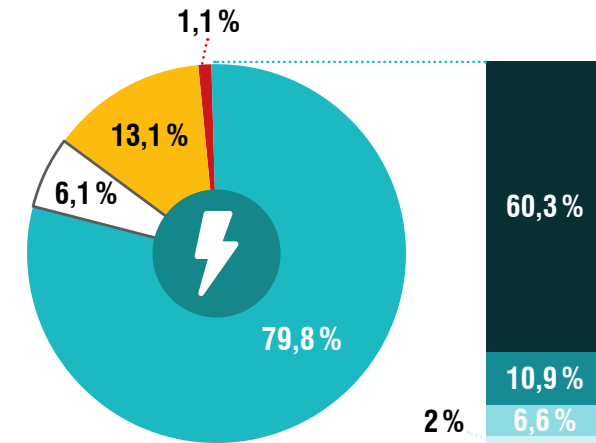
Comment ont évolué vos coûts liés aux différentes énergies depuis début 2021 ?

GAZ



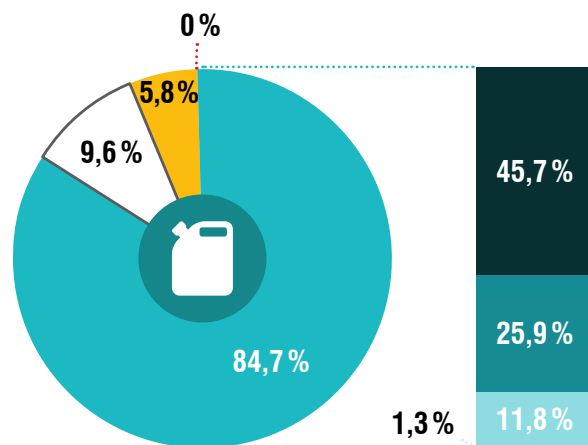
Pour plus de la moitié des entreprises, les coûts liés à la consommation de gaz ont augmenté depuis début 2021, alors que 17% des entreprises n'ont constaté aucune variation des coûts liés au gaz jusqu'à présent, et près d'un tiers des entreprises interrogées a été confronté à une augmentation de prix allant jusqu'à 50%.

ÉLECTRICITÉ

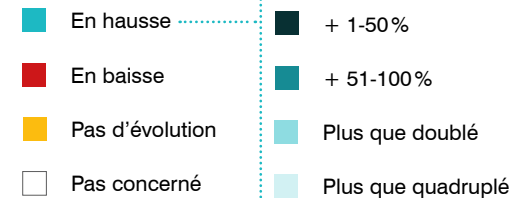


Si 13% des entreprises ne constatent aucune évolution du prix de l'électricité à ce jour depuis début 2021, près de **4 entreprises sur 5 ont constaté une hausse importante**. Alors que pour 3 entreprises sur 5, une hausse allant jusqu'à 50% a été subie, plus de 6% indiquent même un doublement de ce coût (11,2% du secteur de l'HORECA). **Pour 20% des entreprises industrielles, la facture a même plus que quadruplé.**

CARBURANTS / MAZOUT

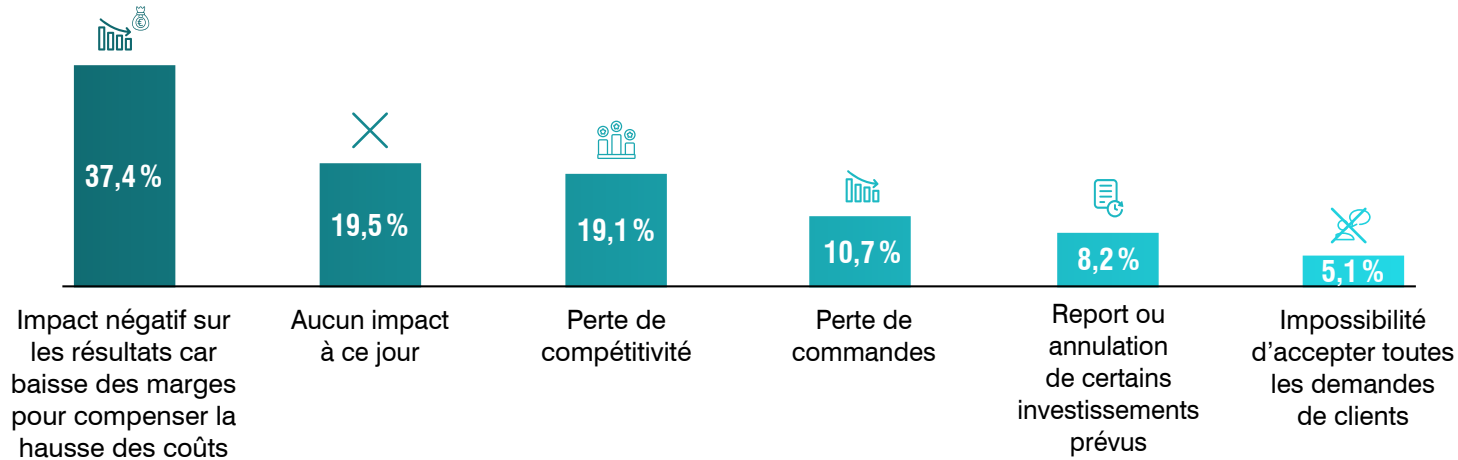


Près de 85% des entreprises déclarent faire face à une hausse des coûts liés au carburants/mazout. Plus de **9 entreprises sur 10 actives dans les secteurs de l'industrie, de la construction ou des transports ont vu leurs coûts augmenter** depuis début 2021. Les factures ont même plus que doublé pour 1 entreprise sur 10.



Impacts de la hausse des coûts

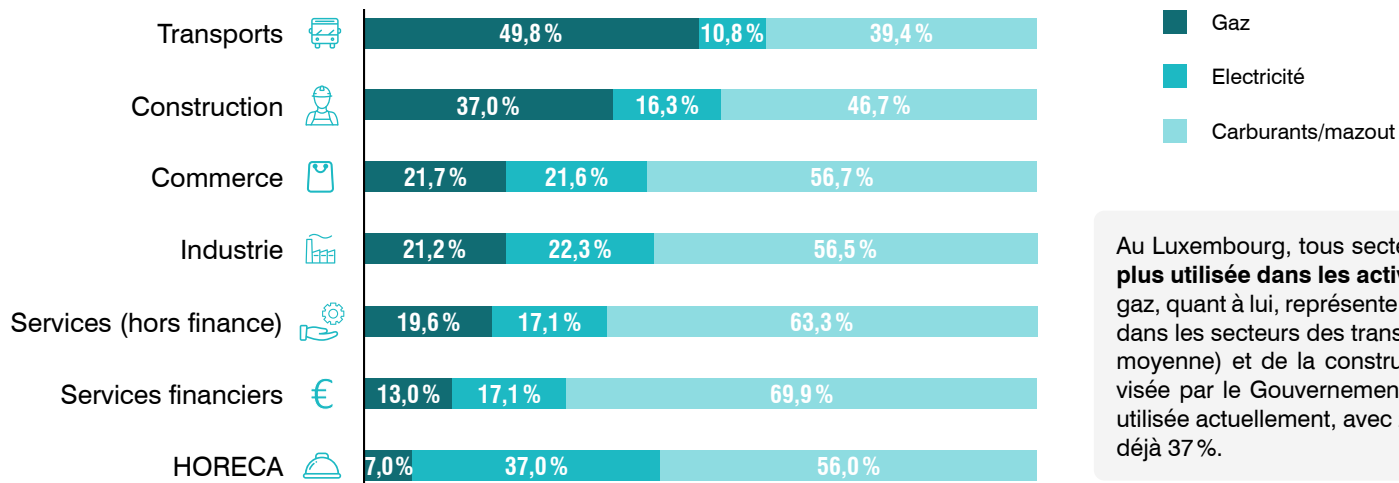
Quels sont les principales conséquences de cette hausse des coûts pour votre entreprise ?



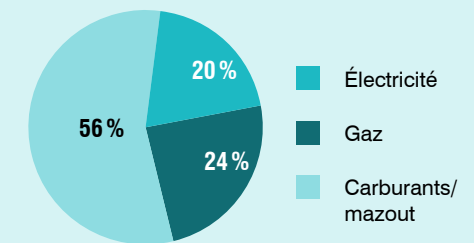
De manière générale, la principale conséquence constatée des hausses des coûts pour les entreprises, est l'impact négatif sur les résultats. Elles ont en effet été contraintes de baisser leurs marges pour compenser les prix galopants de l'énergie. En revanche, bien que 2 entreprises sur 10 n'aient ressenti aucun impact à ce jour (notamment 28% des entreprises actives dans les services financiers et hors finance) autant déclarent une perte de compétitivité, en particulier l'industrie (37%).

Proportion d'utilisation des énergies

Dans quelles proportions utilisez-vous les énergies suivantes dans le cadre de vos activités ?



Proportion d'utilisation des énergies dans le cadre des activités (% moyen)

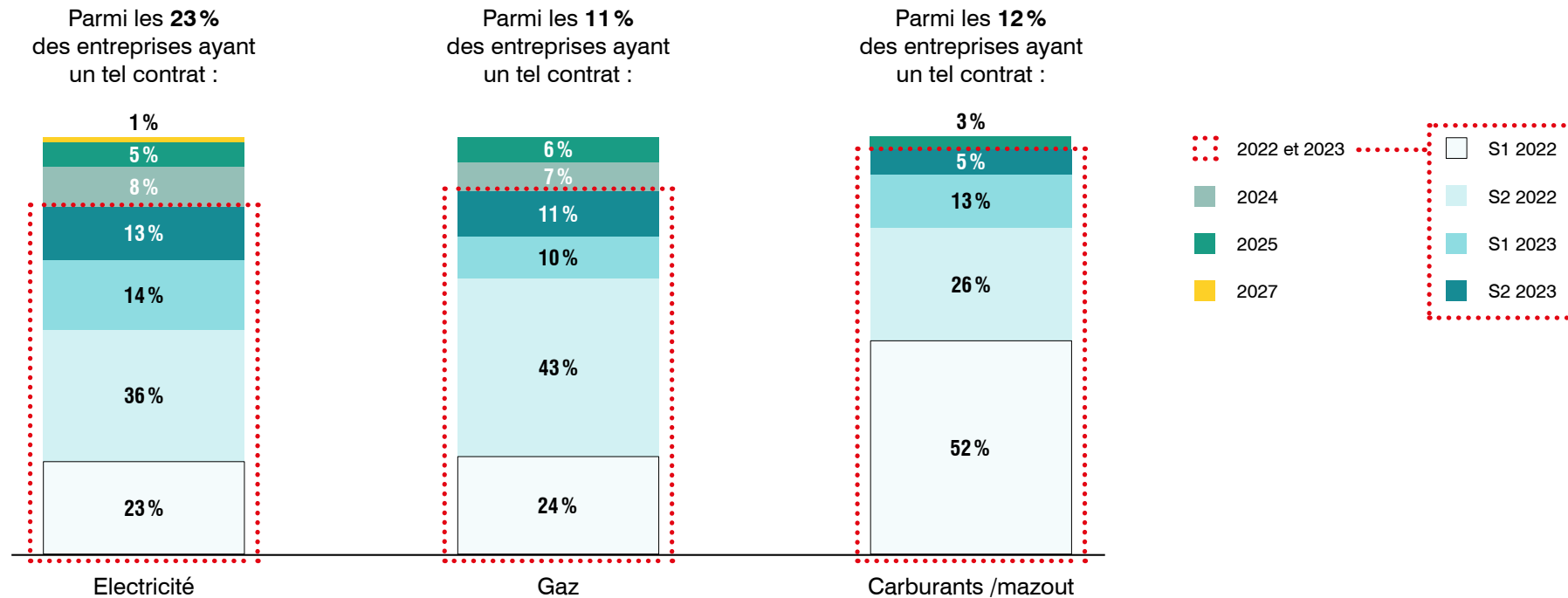


Au Luxembourg, tous secteurs et toutes tailles d'entreprises confondus, **l'énergie la plus utilisée dans les activités des entreprises est le carburant/mazout (56%)**. Le gaz, quant à lui, représente également une proportion importante (24%), en particulier dans les secteurs des transports (où la proportion d'utilisation monte jusqu'à 50% en moyenne) et de la construction (37%). Bien que l'électrification de l'économie soit visée par le Gouvernement, notamment dans le PNEC*, cette énergie est la moins utilisée actuellement, avec 20% en moyenne, sauf dans l'HORECA où elle représente déjà 37%.

* Plan national intégré en matière d'Énergie et de Climat.

Échéances des contrats de fourniture d'énergie

Quelle est la date d'échéance de vos contrats de fourniture d'énergie actuels pour les énergies suivantes ?



Certaines entreprises ont conclu des **contrats de fourniture d'énergie fixes** leur permettant de bénéficier de prix fixes à l'avance pour une période donnée. Cela permet actuellement à ces entreprises de ne pas encore pleinement subir les conséquences de la hausse des prix et d'être moins exposées aux fluctuations actuelles. Ces contrats peuvent avoir été conclus pour la totalité ou une partie de la fourniture d'une énergie donnée. Ainsi, **23% des entreprises ont signé un tel contrat pour la fourniture d'électricité, 11% pour la fourniture de gaz, et 12% pour la fourniture de carburants ou de mazout.** Il semble ainsi qu'une **grande majorité des entreprises** interrogées **achète son énergie à court terme sur les marchés et sont dès lors déjà pleinement impactées par la hausse des prix d'énergie.**

Au vu du contexte exceptionnel et des prix historiquement élevés et fortement volatiles, il faut s'attendre à ce que la renégociation de tels contrats s'établisse à un prix de l'énergie plus élevé, voire ne sera pas possible, car temporairement suspendue à l'offre des fournisseurs d'énergie.

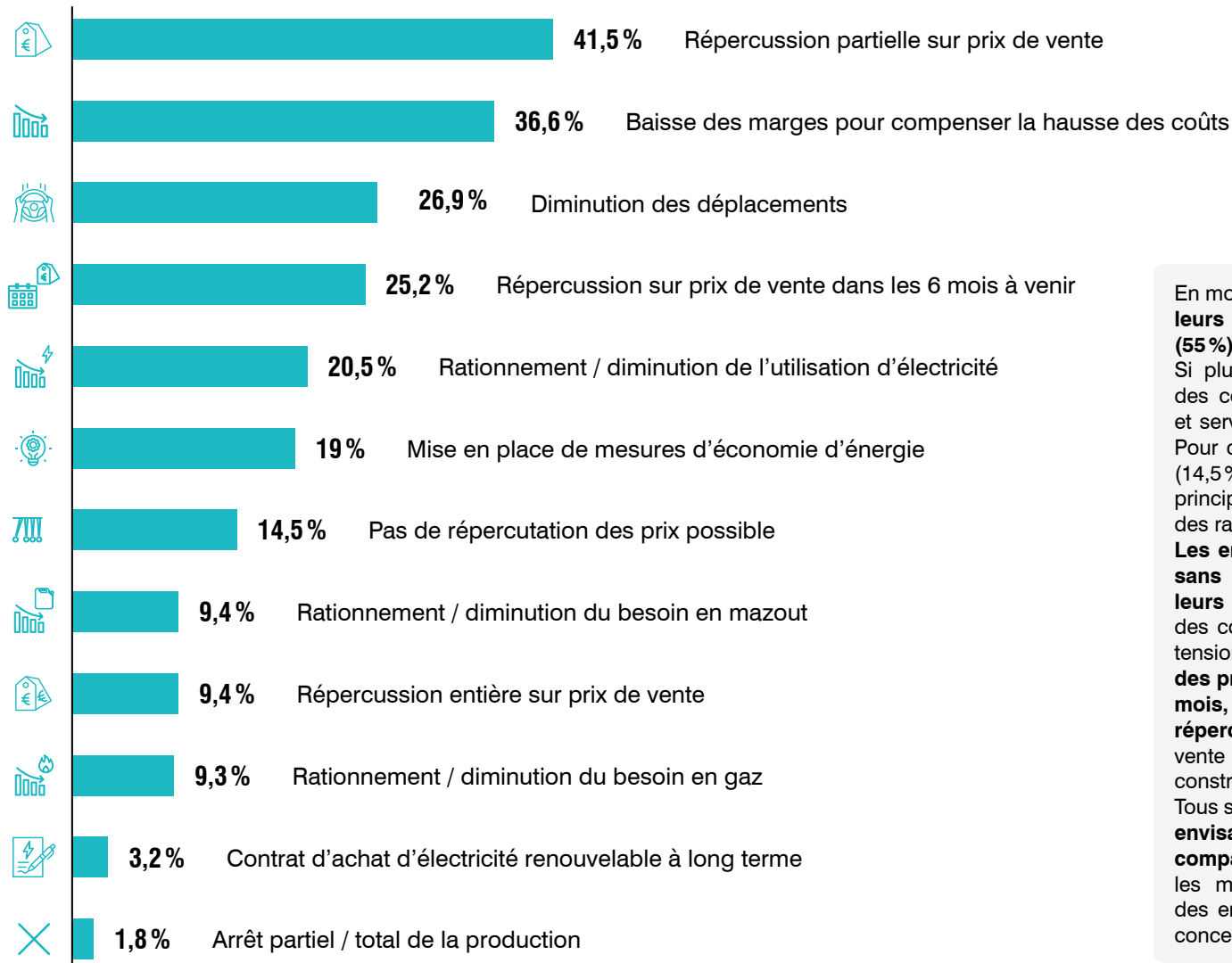
Ainsi, comme cela est indiqué dans l'encadré en rouge pointillé sur le graphique, l'enquête met en évidence que **86% des entreprises concernées par des contrats fixes d'électricité** verront leur contrat arriver à échéance d'ici fin 2023 (soit environ 20% du total des entreprises interrogées), dont pour 59% des entreprises déjà à la fin 2022 (soit environ 14% du total des entreprises interrogées).

Concernant les **contrats fixes de fourniture de gaz**, ils arriveront à échéance fin 2023 pour 88% des entreprises concernées (soit environ 10% du total des entreprises interrogées), et pour 67% des entreprises fin 2022 (soit environ 8% du total des entreprises interrogées).

Finalement, 97% des entreprises ayant conclu un **contrat fixe de fourniture de carburants ou de mazout** verront celui-ci venir à échéance d'ici fin 2023 (soit environ 11% du total des entreprises interrogées). Pour 78% de celles-ci, l'échéance arrivera fin 2022 (soit environ 9% du total des entreprises interrogées).

Mesures pour compenser la hausse des coûts

Quelles mesures avez-vous mises en place pour compenser la hausse des coûts énergétiques ?



En moyenne, 37% des entreprises ont été contraintes de **baisser leurs marges, en particulier** dans le secteur de l'**HORECA (55%)**, de l'**industrie (47%)** et de la **construction (37%)**.

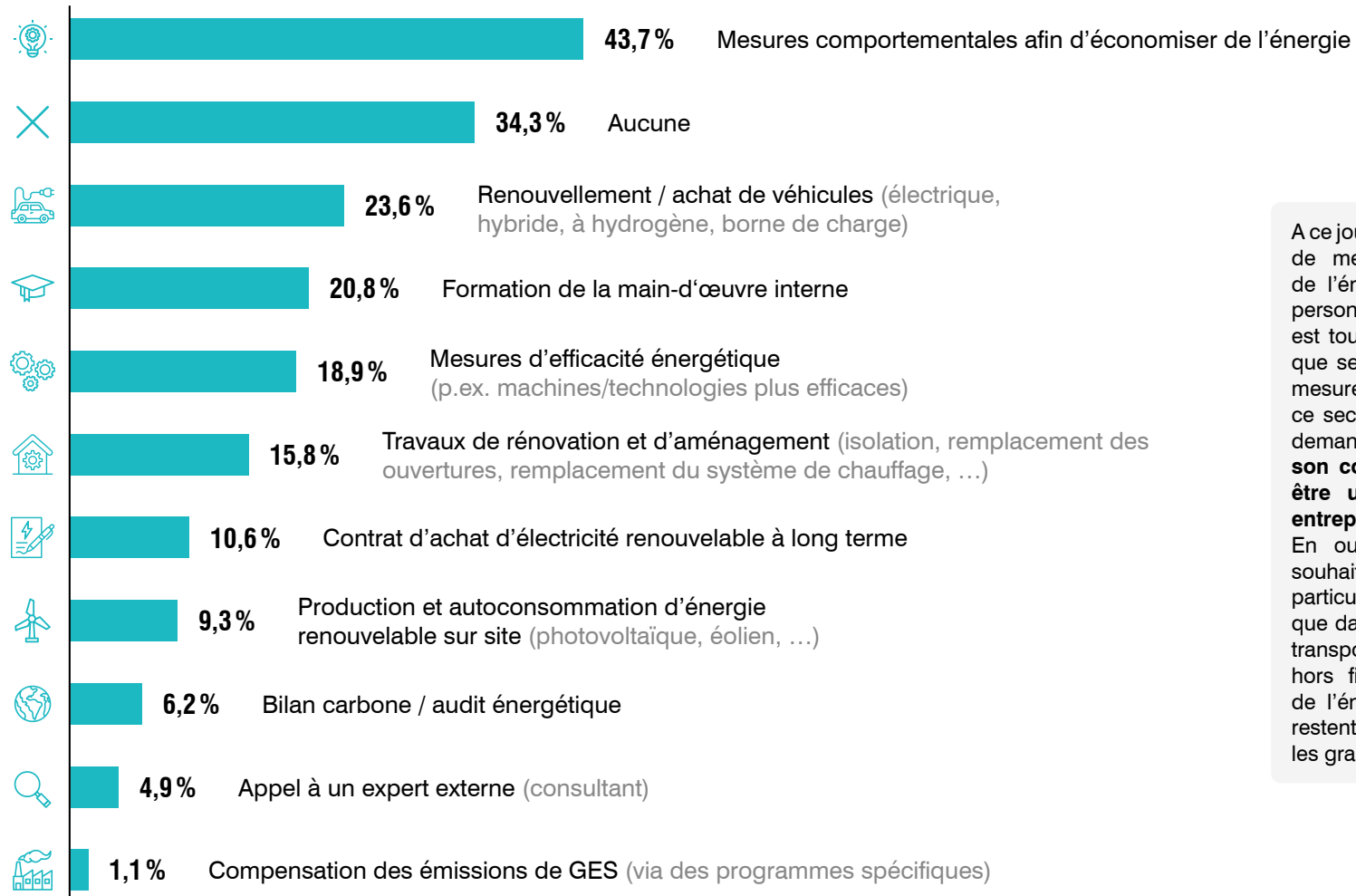
Si plus de 4 entreprises sur 10 ont dû répercuter la hausse des coûts énergétiques sur le prix de vente de leurs produits et services, il est à noter qu'elles ne l'ont fait que partiellement. Pour certains secteurs, cela n'est tout simplement pas possible (14,5% en moyenne, et 24% du secteur financier en particulier), principalement en raison de contrats fixes, mais également pour des raisons de compétitivité.

Les entreprises semblent avoir agi de manière responsable, sans répercussion totale (moins d'1 entreprise sur 10) **sur leurs prix de vente**, ce qui aurait diminué le pouvoir d'achat des consommateurs et aurait pour conséquence d'accroître les tensions inflationnistes. **Il faut toutefois s'attendre à une hausse des prix de certains produits et services dans les 6 prochains mois, étant donné qu'1/4 des entreprises déclare devoir répercuter la hausse des prix énergétiques** sur leurs prix de vente (36% du secteur de l'HORECA et 31% du secteur de la construction) à cet horizon.

Tous secteurs confondus, **une plus grande part des entreprises envisage de diminuer sa consommation d'électricité (20,5%), comparé au mazout (9,4%) ou au gaz (9,3%)**, pour lesquelles les marges de manœuvre sont moindres. Enfin, plus d'1/4 des entreprises a décidé de réduire ses déplacements, et cela concerne tous les secteurs.

Mesures de réduction de la consommation énergétique

Quel(s) type(s) de mesures avez-vous déjà mises en œuvre ou comptez-vous mettre en œuvre afin de réduire votre consommation d'énergie ?

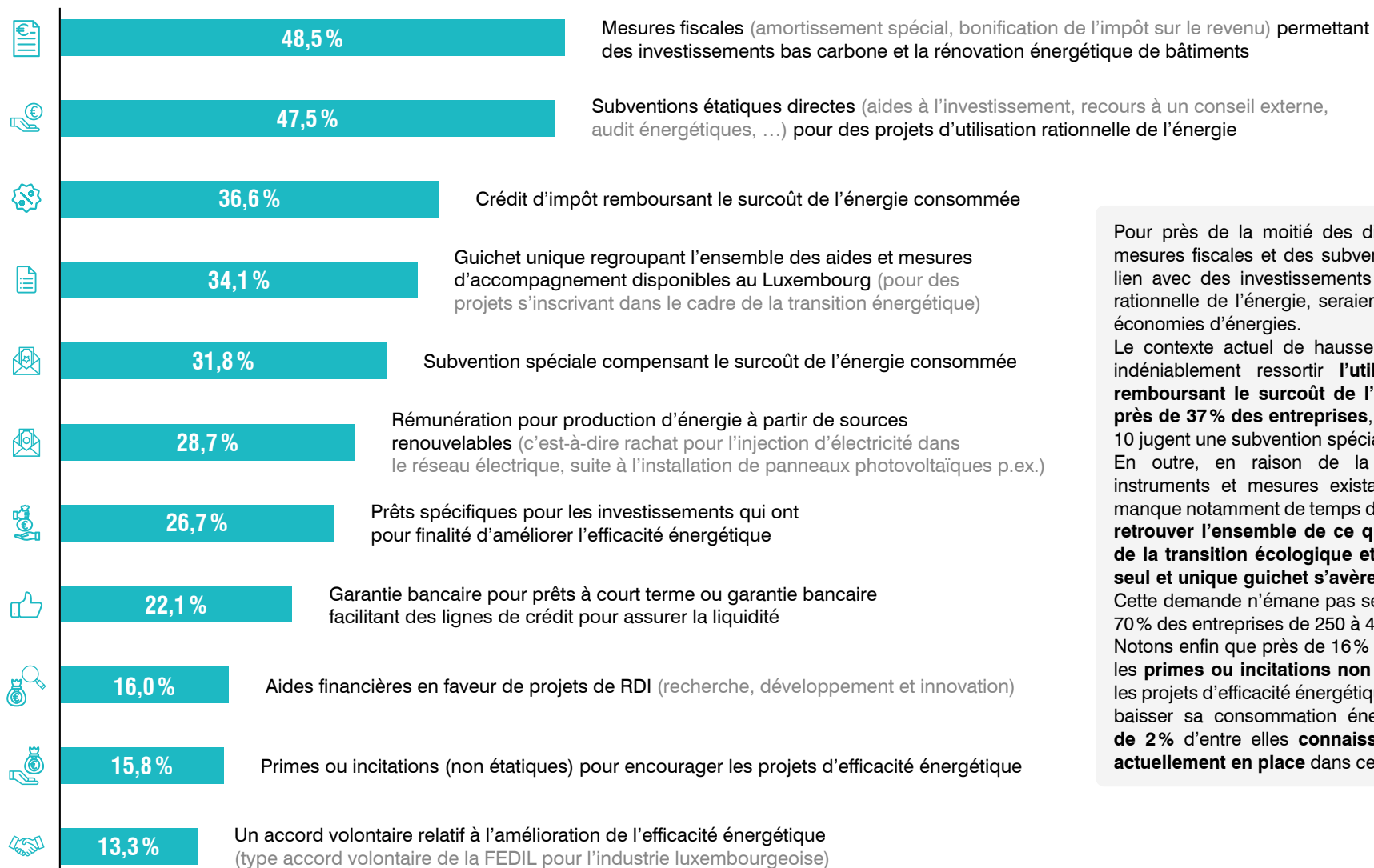


A ce jour, 34,3% des entreprises n'ont pas mis en œuvre de mesures particulières permettant d'économiser de l'énergie (en particulier celles de moins de 100 personnes), ou n'envisage pas de le faire. La situation est tout autre dans le secteur industriel, étant donné que seul 7% du secteur déclare n'avoir initié aucune mesure d'économie d'énergie. 70% des entreprises de ce secteur ont adopté *a minima* des petits gestes ne demandant pas d'investissement important. **Adapter son comportement au quotidien semble d'ailleurs être une mesure largement privilégiée par les entreprises de manière générale (43,7%).**

En outre, 23,6% des entreprises ont investi, ou souhaitent le faire, dans des véhicules électriques, en particulier celles ayant un effectif plus important, ainsi que dans les secteurs de la construction (29,2%), des transports (28,4%), de l'industrie (27,2%) et des services hors finance (25,9%). Produire et autoconsommer de l'énergie, ainsi qu'effectuer un audit énergétique restent des mesures essentiellement privilégiées par les grandes entreprises.

Les instruments favorisant les investissements pour réduire la consommation d'énergie

Quel(s) type(s) d'aide(s) et instruments existants ou futurs seraient utiles pour permettre des économies d'énergie et/ou atteindre les objectifs sectoriels 2030 ?




Pour près de la moitié des dirigeants d'entreprises, des mesures fiscales et des subventions étatiques directes en lien avec des investissements et des projets d'utilisation rationnelle de l'énergie, seraient utiles pour permettre des économies d'énergies.

Le contexte actuel de hausse des prix énergétiques fait indéniablement ressortir **l'utilité de crédits d'impôts remboursant le surcoût de l'énergie consommée pour près de 37% des entreprises**, et plus de 3 entreprises sur 10 jugent une subvention spéciale comme nécessaire.

En outre, en raison de la multiplication des aides, instruments et mesures existantes sur le marché, et le manque notamment de temps des entreprises, le **besoin de retrouver l'ensemble de ce qui existe dans le domaine de la transition écologique et énergétique au sein d'un seul et unique guichet s'avère de plus en plus pressant**.

Cette demande n'émane pas seulement des PME, puisque 70% des entreprises de 250 à 499 salariés plébiscite l'idée. Notons enfin que près de 16% des entreprises considèrent les **primes ou incitations non étatiques** pour encourager les projets d'efficacité énergétique comme étant utiles pour baisser sa consommation énergétique. Toutefois, **moins de 2%** d'entre elles **connaissent les dispositifs privés actuellement en place** dans ce domaine.



Cette septième édition du Baromètre de l'Économie repose sur des résultats obtenus auprès de 564 entreprises de 6 salariés et plus, représentatives de l'économie luxembourgeoise. L'enquête a été menée sur la période allant du 11 au 29 avril 2022 par l'institut TNS-ILRES sous la direction de la Chambre de Commerce. Le résultat du Baromètre de l'Économie (sur 100) correspond à la moyenne de sept indicateurs de conjoncture : confiance dans l'avenir (entreprise et économie), activité (six derniers mois et six prochains mois), emploi, rentabilité et investissement. L'enquête du Baromètre de l'Économie se déroule selon une périodicité semestrielle, au printemps et à l'automne.

Chambre de Commerce
7 rue Alcide de Gasperi
L-1615 Luxembourg
Tél : (+352) 42 39 39-1
E-mail : eco@cc.lu
www.cc.lu

Suivez-nous sur    @ccluxembourg